

## 1 - Actualité nationale et internationale

---

### Nouvelle norme professionnelle pour assurer la continuité des services bancaires des personnes surendettées

En application de la loi Lagarde du 1<sup>er</sup> juillet 2010 relative à la réforme du crédit à la consommation, l'arrêté du 24 mars 2011 portant homologation de la norme professionnelle sur les relations entre les établissements teneurs de compte et leurs clients concernés par le traitement d'un dossier en commission de surendettement est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2011. Cet arrêté précise les modalités d'application de l'obligation pour les banques d'assurer la continuité des services bancaires des personnes surendettées ainsi que de proposer des moyens de paiement adaptés à la situation de ces personnes. Le contrôle du respect de cette norme est assuré par l'Autorité de contrôle prudentiel.

La nouvelle norme professionnelle impose aux établissements de crédit teneurs de compte :

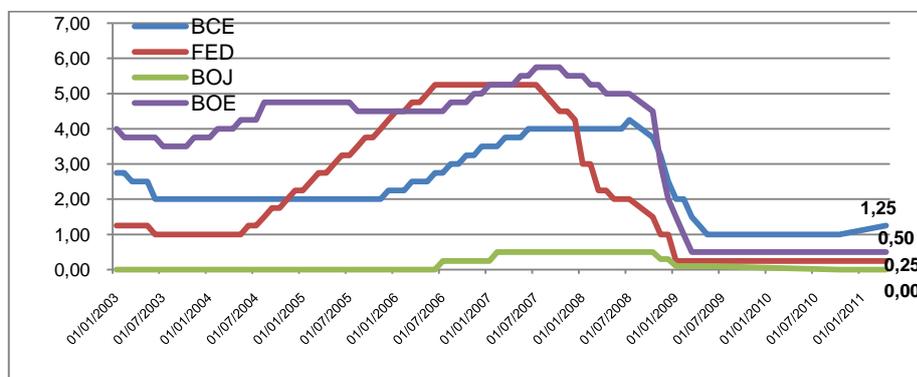
- de maintenir le compte de dépôt domiciliaire des revenus pendant la phase d'instruction du dossier par les commissions de surendettement et pendant la durée de mise en œuvre du plan de surendettement ou des mesures de traitement du surendettement, sauf comportement gravement répréhensible du client (non-respect par des clauses contractuelles ou de la législation anti-blanchiment) ;
- d'informer les clients concernés des conséquences de la procédure de surendettement sur la gestion de leurs comptes bancaires et sur les moyens de paiement afférents ; de proposer d'adapter ces moyens de paiement à leur situation aux fins d'éviter les incidents de paiement et de leur permettre de répondre à leurs dépenses courantes à coût réduit ;
- de proposer un rendez-vous pour compléter cette information et discuter des adaptations proposées dans un délai de 6 semaines à compter de la décision de recevabilité ;
- d'adapter le montant de l'autorisation de découvert à la situation de surendettement du client, avec l'accord de ce dernier. En effet, du fait de l'interdiction de paiement des dettes antérieures, tous les remboursements de crédit doivent être « gelés » à compter de la recevabilité du dossier, l'autorisation de découvert peut être adaptée en conséquence ;
- de valoriser auprès des clients concernés, notamment lors du rendez-vous, leur offre d'alerte par SMS sur l'état du compte afin d'en faciliter la gestion.

### Taux d'intérêt

**La BCE et la Fed maintiennent le statu quo monétaire**

Le 5 mai 2011, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1,25 %, 2 % et 0,50 %. Le Président de la BCE observe que «*les données économiques récentes confirment la tendance positive de l'activité économique dans la zone euro dans un contexte d'incertitude toujours élevé, ainsi que des tensions à la hausse de l'inflation globale liée principalement aux prix de l'énergie et des matières premières*».

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 27 avril 2011 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Le Comité a également décidé de poursuivre le programme de rachat de bonds du Trésor à hauteur de 600 milliards de dollars d'ici fin juin. Dans son communiqué, la Fed observe que la reprise économique s'effectue de manière modérée.



## Chômage

### Baisse du nombre de demandeurs d'emploi en France sur un mois

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 680 000 fin mars 2011, soit une baisse de 0,8 % sur un mois en données CVS-CJO (- 21 100 personnes). Sur un an, ce nombre croît de 0,7 % (- 2 % pour les hommes et + 3,8 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A augmente de 14,2 %.

### Stabilité du taux de chômage dans la zone euro sur un an

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 9,9 % en mars 2011, stable par rapport à février. Il était de 10,1 % en mars 2010. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,5 % en mars 2011. Il était de 9,7 % en mars 2010.

## Inflation

### Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,8 % sur un mois en mars 2011 ; sur un an, il croît de 1,9 %. L'inflation sous-jacente en France augmente de 0,7 % en glissement annuel.

### Inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,8 % en avril 2011. Il était de 2,7 % en mars.

## Asie/Pacifique

### La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 28 avril 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. En mars 2011, la production industrielle du Japon a chuté de 15,3 % par rapport à février, à la suite du séisme et du tsunami. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 0,1 % sur un an en mars. Les dépenses de consommation des ménages ont baissé de 8,5 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS est resté stable à 4,6 % en mars. En mars 2011, les exportations ont reculé de 2,2 %, les importations ont crû de 11,2 % en glissement annuel et l'excédent commercial s'élève à 1,65 milliard d'euros.

### Hausse de l'inflation en Chine

Le PIB de la Chine a progressé de 9,7 % au premier trimestre 2011 contre 9,8 % au trimestre précédent. La production industrielle a augmenté de 14,4 % au premier trimestre 2011. En mars 2011, l'indice chinois des prix à la consommation a augmenté de 5,4 % sur un an. Les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 35,8 % et de 27,3 % sur un an. L'excédent commercial a atteint 140 millions de dollars au mois de mars.

## Actualités bancaires

### Prorogation du dispositif de la médiation du crédit aux entreprises

Le 4 avril 2011, Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et Frédéric Lefebvre, secrétaire d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, des PME, du tourisme et des services, ont reçu à Bercy, Gérard Rameix, médiateur du crédit aux entreprises, Henri Jullien, directeur général des activités fiduciaires et de place à la Banque de France, Nicolas de Seze, directeur général de l'IEDOM et de l'IEOM, François Pérol, président de la Fédération bancaire française ainsi que des représentants des entreprises pour signer la Charte de médiation du crédit prorogeant jusqu'à fin 2012 le dispositif de la médiation du crédit aux entreprises.

A cette occasion, la ministre a confié à Gérard Rameix une mission de propositions visant à faciliter l'accès au crédit des très petites entreprises.

### Réforme du crédit à la consommation

Le décret n° 2011-457 du 26 avril 2011 fixant les conditions d'application progressive de la réforme du crédit à la consommation aux contrats de crédit renouvelable en cours a été publié au Journal Officiel de la République du 27 avril 2011.

## Publications de l'IEOM

### Le microcrédit professionnel en outre-mer : un succès à consolider

Les Instituts d'émission (IEDOM et IEOM) viennent de publier une étude intitulée « *Le microcrédit professionnel en outre-mer : de la création de mono-entreprise au développement économique durable* ». Ces travaux ont été présentés dans le cadre du Comité économique consultatif de l'IEDOM qui s'est tenu le 27 avril dernier, à Paris. Le microcrédit semble s'appliquer avec pertinence dans les géographies ultramarines, du fait de leur dynamisme en termes de création d'entreprises, des spécificités de leur tissu d'entreprises et d'une demande potentielle importante liée à de forts taux de chômage et à une part élevée de personnes en situation d'exclusion. Progressivement développé en outre-mer, sans adaptation majeure du « modèle » d'origine, ce concept a suscité un engouement indéniable, comme en attestent les taux de progression du microcrédit et la part des entreprises financées. Toutefois, l'accès des personnes les plus démunies à ce dispositif demeure encore insuffisant, de même qu'il peine à jouer pleinement son rôle d'outil d'accompagnement vers la 'banclarisation'.

Ce document est téléchargeable à l'adresse suivante :

[http://www.ieom.fr/IMG/pdf/noteie\\_microcredit\\_professionnel\\_042011.pdf](http://www.ieom.fr/IMG/pdf/noteie_microcredit_professionnel_042011.pdf)

## Autres Publications

### ACP

Le rapport annuel d'activité de l'Autorité de contrôle prudentiel est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.banque-france.fr/acp/publications/rapport-annuel-d-activite-de-l-acp.htm>

## **2 – Actualité régionale**

---

### Le Vanuatu prépare son entrée dans l'OMC

L'archipel de Vanuatu est en passe de rejoindre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) après avoir franchi ce lundi 2 mai l'une des ultimes étapes préliminaires à son accession au statut de membre de cette organisation. Connu pour son coprah, son café, et sa viande réputée de haute qualité, cet archipel mélanésien fit sa première demande afin de rejoindre l'organisation en juillet 1995. Son dossier a été approuvé en 2001, mais il a fallu au Vanuatu plus de temps que prévu pour remplir les conditions attachées à cette adhésion. En 2008, de nouvelles négociations ont repris sur des notions de transparence et de stabilité économique ainsi que sur le rabaissement des barrières douanières sur un large éventail de biens et services. En ce début mai, le Directeur Général de l'OMC Pascal Lamy a déclaré l'entrée du Vanuatu à l'OMC dans les six mois à venir.

### Croissance économique dans les îles Fidji

La banque centrale des îles Fidji (Reserve Bank of Fiji) prévoit un rebondissement de l'économie de l'archipel au cours de l'année 2011 avec un taux de croissance de l'ordre de 2,7 %. Selon M. Whiteside, Gouverneur par intérim de la banque centrale de Fidji, les chiffres de croissance de l'année 2010 étaient décevants (1,3 %). Cette croissance devrait s'appuyer sur quatre principaux piliers de l'économie fidjienne : l'agriculture, le tourisme, l'industrie forestière, et la pêche. L'objectif serait de retrouver le niveau de croissance atteint en 2006 avant le coup d'Etat (3,5 %).

### Démographie en Papouasie Nouvelle-Guinée

Selon les dernières projections du bureau national de la statistique, la Papouasie Nouvelle Guinée devrait probablement passer le cap des sept millions d'habitants d'ici la fin 2011. La population actuelle est estimée à 6,6 millions d'habitants, avec un taux de croissance estimé en 2000 à 2,7 %. En 30 ans, le nombre d'habitants est passé de 2,9 millions en 1980 à 3,5 millions en 1990 et avait déjà franchi la barre des cinq millions en 2000. Caractéristique démographique commune à de nombreux pays insulaires du Pacifique, l'âge moyen de la population est inférieur à vingt ans et moins de quinze ans pour 40 % de la population.

## **3 – Brèves locales**

---

### Augmentation des prix à la consommation des ménages

En mars 2011, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) a augmenté de 0,81 % sur le trimestre, pour s'établir à 106,07. La plupart des postes contribuent à cette hausse (énergie : +4,76 %, produits manufacturés : +0,83 %, alimentation : 0,45 %). Seuls les prix des services sont en baisse de 1,05 % par rapport au trimestre précédent. Sur un an, l'IPC croît de 3,07 %, soit un niveau supérieur à celui de la Nouvelle Calédonie (2,7 %) et de la France métropolitaine (2 %). En glissement annuel, les prix de l'énergie contribuent fortement à cette augmentation (+ 10,09 % contre 6,6 % en Nouvelle Calédonie). Cette hausse devrait se poursuivre dans les prochains mois suite à l'accélération des prix du baril sur les marchés mondiaux.

## Amélioration de la situation bancaire des ménages

Les données transmises par la Banque de France au 30 avril 2011 montrent une amélioration de la situation des ménages wallisiens et futuniens vis-à-vis du Fichier Central des Chèques (FCC). Ainsi, 379 personnes physiques se trouvent en situation d'interdiction bancaire à cette date (contre 440 un an auparavant, soit une baisse de 13,9 %). En effet, de nombreux dossiers ont pu être régularisés grâce à la suppression des pénalités libératoires en fin d'année 2010 mais aussi par des démarches individuelles dans le but de pouvoir prétendre à des moyens de paiement ou de souscrire des crédits de trésorerie. Par ailleurs, les établissements bancaires ont déclaré en cumul depuis le début de l'année 280 incidents de paiement sur chèques et 6 retraits de cartes bancaires, contre respectivement 310 et 15 l'année passée, démontrant une meilleure utilisation des moyens de paiements.

## 4<sup>ème</sup> Comité de pilotage de l'ADIE

L'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) a organisé ce jeudi 5 mai 2011, son quatrième comité de pilotage, présidé par le Secrétaire Général de l'Administration supérieure des îles Wallis-et-Futuna M Jean-Paul MOSNIER et en présence du Directeur régional de l'ADIE, M Emmanuel Blanchard. Ce dernier a présenté son rapport d'activité auprès des partenaires locaux de l'ADIE : l'Administration supérieure, l'Assemblée territoriale, la Banque de Wallis-et-Futuna, l'Agence Française de Développement... Selon M. Blanchard, les résultats de l'activité de l'ADIE à Wallis-et-Futuna sont encourageants : en 2010, 59 microcrédits ont été financés par l'ADIE et en janvier 2011 l'agence de Wallis-et-Futuna a reçu de la Délégation de la Nouvelle Calédonie le meilleur prix du taux de remboursement en 2010.

## 4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>		1T 2011	106,07	-	3,1%
<b>SMIG mensuel en XPF</b>		avr-10	82 206	3,0%	3,0%
<b>Nombre d'emplois salariés</b>		sept-10	2 038	-	0,5%
<b>Echanges extérieurs (millions de XPF)</b>					
Importations	mensuelles	mars-11	596	15,4%	43,2%
	cumulées	mars-11	1 499	-	27,6%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	mars-11	93	-0,6%	54,6%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	mars-11	260	-	33,6%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	mars-11	103	-	16,5%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
<b>Energie</b>					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		1T 2011	4 926	-	-0,1%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	févr-11	571	0,3%	-2,2%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	févr-11	150	-76,4%	-2,0%
<b>Transports</b>					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	avr-11	1 990	4,3%	6,5%
	cumulé	avr-11	9 506	-	4,9%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	avr-11	1 123	33,7%	8,8%
	cumulé	avr-11	4 103	-	2,8%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	mars-11	3	50,0%	50,0%
	cumulées	mars-11	7	-	-12,5%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		avr-11	9	-10,0%	-25,0%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

Hausse de la M3 sur le mois et sur l'année

en millions de F CFP	févr-10	janv-11	févr-11	▲/mois	▲/an n
Circulation fiduciaire	1 916	2 155	2 172	0,8%	13,4%
Dépôts à vue	3 000	3 622	3 668	1,3%	22,3%
<b>Total M1</b>	<b>4 916</b>	<b>5 777</b>	<b>5 840</b>	<b>1,1%</b>	<b>19%</b>
M2-M1	497	576	568	-1,4%	14,3%
<b>Total M3</b>	<b>5 965</b>	<b>6 828</b>	<b>6 934</b>	<b>1,55%</b>	<b>16,2%</b>

## Concours à caractère bancaire

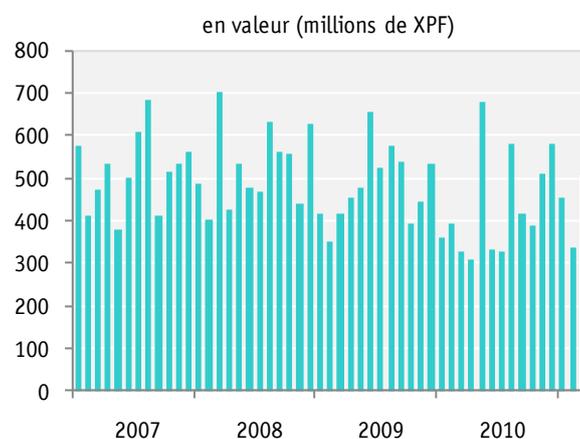
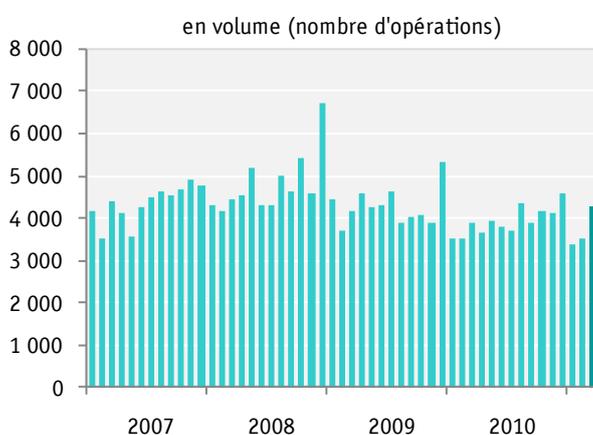
Recul sur l'année des crédits bancaires octroyés.

en millions de F CFP	mars-09	mars-10	mars-11	▲/an n
Crédits de trésorerie	1 005	885	890	0,5%
Crédits à l'équipement	1 622	1 353	1 202	-11,1%
Crédits à l'habitat	521	363	341	-5,8%
Autres crédits	372	245	269	10,1%
Sous total	3 520	2 845	2 703	-5,0%
Créances douteuses brutes	754	792	774	-2,3%
<b>Total</b>	<b>4 274</b>	<b>3 638</b>	<b>3 477</b>	<b>-4,4%</b>

## Compensation

Progression des opérations de compensation tant sur le mois que sur l'année

	mars-10	févr-11	mars-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 873	3 529	4 265	6 890	20,9%	10,1%
Compensation (en millions de CFP)	329	337	507	789	50,3%	53,9%



## Incidents bancaires

Recul des incidents de paiement par chèque sur le mois et sur l'année

en nombre	avr-10	mars-11	avr-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	62	108	39	133	-63,9%	-37,1%
Retraits de cartes bancaires	2	2	2	2	0,0%	0,0%

## Interdits bancaires

Baisse du nombre de personnes physiques frappées d'une interdiction bancaire

en nombre	avr-10	mars-11	avr-11	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>450</b>	<b>403</b>	<b>389</b>	<b>-3,5%</b>	<b>-13,6%</b>
- dont personnes physiques	440	393	379	-3,6%	-13,9%
- dont personnes morales	10	10	10	0,0%	0,0%

## Cotation

Stagnation du nombre de cotes valides sur le mois

en nombre	avr-10	mars-11	avr-11	▲/mois	▲/an
<b>Cotes valides</b>	<b>48</b>	<b>38</b>	<b>38</b>	<b>0,0%</b>	<b>-20,8%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	14	13	13	0,0%	-7,1%

## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	2011	▲/an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	mars	99,58	102,91	106,07	3,1%
<b>Entreprises</b>					
nombre d'entreprises	sept	702	475	-	-32,3%
créations	sept	13	11	-	-15,4%
fermetures	sept	5	75	-	1400%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	avril	12	10	10	0,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	mars	106	181	266	46,8%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	mars	5	31	12	-62,4%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	avril	16	21	23	9,5%
<b>Ménages</b>					
emploi salarié (nb)	sept	2 027	2 038	-	0,5%
dont secteur privé	sept	802	843	-	5,1%
dont secteur public	sept	1 225	1 195	-	-2,4%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 <sup>er</sup> avril 2010	472	486	-	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	avril	437	440	379	-13,9%
décision retrait cartes bancaires	avril	6	15	6	-60,0%
incidents paiements sur chèques	avril	412	310	280	-9,7%
importations de produits alimentaires (M XPF)	mars	269	349	404	15,8%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	mars	129	131	210	61,0%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	mars	45	42	76	78,2%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	avril	38	22	30	36,4%
<b>Echanges extérieurs en millions de XPF</b>					
importations	mars	873	1 175	1 499	27,6%
exportations	mars	-	-	-	-
recettes douanières	mars	266	285	366	28,5%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	mars	157	194	260	33,6%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	mars	106	88	103	16,5%
<b>Indicateurs financiers</b>					
Dépôts à vue	déc	38 260	35 311	-	-7,7%
M1	déc	61 381	58 973	-	-3,9%
M2	déc	68 220	65 479	-	-4,0%
Dépôts à terme	déc	9 088	6 806	-	-25,1%
M3	déc	77 308	72 285	-	-6,5%
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
Ménages	mars	1 467	1 354	1253	-7,5%
<i>dont crédits à la consommation</i>	mars	941	893	911	2,1%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	mars	521	458	341	-25,4%
Entreprises	mars	1 241	1 153	1051	-8,9%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	mars	154	98	112	14,1%
<i>dont crédits d'investissement</i>	mars	1 070	1010	896	-11,3%
<i>dont crédits à la construction</i>	mars	-	-	-	-
Collectivités locales	mars	361	343	306	-10,8%
Autres agents et CCB non ventilés	mars	124	136	94	-31,0%
créances douteuses brutes	mars	770	792	774	-2,3%
taux de créances douteuses	mars	19%	21%	22%	+ 1 pt
ensemble des actifs financiers					
Ménages	déc	2 664	2 856	-	7,2%
Sociétés	déc	2 346	1 678	-	-28,5%
Autres agents	déc	3 909	4 034	-	3,2%
dont assurances-vie	déc	775	921	-	18,8%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

## 7- Les taux

### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,50%	13/04/2011
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,25%	13/04/2011
taux de la facilité de prêt marginal	2,00%	13/04/2011

### TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,80% à 6,25% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2011)
taux de la facilité de prêt marginal	13/04/2011	2,00%	
taux de l'escompte de chèques	13/04/2011	2,00%	

### TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

#### taux d'intérêt en fin de mois

	29/04/2011	31/03/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	1,4200%	0,9020%	+ 0,518 pt	0,8170%	+ 0,603 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	1,2370%	0,9680%	+ 0,269 pt	0,7820%	+ 0,455 pt	banques locales		
EURIBOR 3 mois	1,3850%	1,2390%	+ 0,146 pt	1,0060%	+ 0,379 pt	taux d'intérêt légal	taux	JORF
EURIBOR 6 mois	1,6750%	1,5460%	+ 0,129 pt	1,2270%	+ 0,448 pt	année 2011	0,38%	03/02/2011
EURIBOR 12 mois	2,1320%	1,9960%	+ 0,136 pt	1,5070%	+ 0,625 pt	année 2010	0,65%	11/02/2010

#### taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	29/04/2011	31/03/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	Définitions
TEMPE	1,0016%	0,6483%	+ 0,772 pt	0,4902%	+ 0,930 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR 1 mois	1,1290%	0,9020%	+ 0,227 pt	0,8110%	+ 0,318 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR 3 mois	1,3220%	1,1760%	+ 0,146 pt	1,0220%	+ 0,300 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
EURIBOR 6 mois	1,6220%	1,4850%	+ 0,137 pt	1,2510%	+ 0,371 pt	TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
EURIBOR 12 mois	2,0870%	1,9270%	+ 0,160 pt	1,5260%	+ 0,561 pt	TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TMO	3,9500%	3,8600%	+ 0,090 pt	3,5900%	+ 0,360 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)
TME	3,7500%	3,6600%	+ 0,090 pt	3,3900%	+ 0,360 pt	
TRBOSP	3,9000%	3,8700%	+ 0,030 pt	3,6500%	+ 0,250 pt	

#### taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	29/04/2011	31/03/2011	31/12/2010	29/04/2011	31/03/2010	31/12/2010	29/04/2011	31/03/2011	31/12/2010
taux JJ	0,170%	0,200%	0,230%	0,160%	0,080%	0,080%	0,490%	0,570%	0,490%
3 mois	0,190%	0,475%	0,476%	0,180%	0,280%	0,110%	0,865%	0,890%	0,820%
10 ans emprunts phares	3,340%	3,470%	3,310%	1,200%	1,270%	1,120%	3,470%	3,690%	3,400%

### TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2011)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,12%
Prêts à taux fixe	5,61%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,01%
Prêts à taux variable	5,01%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,77%
Prêts relais	5,99%	Découverts en compte (1)	13,77%
<b>Autres crédits aux particuliers (applicables du 1er mai au 30 juin 2011)</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,65%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	21,47%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables et financements d'achats ou de ventes à tempérament	19,53%		
Prêts et autres prêts	8,03%	Découverts en compte (1)	13,77%

(1) y compris commission du plus fort découvert

### TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	80,3040	1 NZD/XPF	64,8049	1 HKD/XPF	10,3383	1 GBP/XPF	133,8250	
100 JPY/XPF	98,8910	1 AUD/XPF	88,0028	1 SGD/XPF	65,5489	100 VUV/XPF	88,8367	1 FJD/XPF	46,1043